

LE DECLIN AGRICOLE DES ETATS-UNIS AU PROFIT DU CANADA.

L'immigration des fermiers yankees au Canada s'accroît. —

Quelques chiffres. — L'augmentation des charges et la diminution des profits. — Pourquoi tout renchérit aux Etats-Unis. — Perspectives d'avenir.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler l'acrimonie avec laquelle les Américains constatent l'augmentation ininterrompue du nombre des agriculteurs qui délaissent le sol des Etats pour aller appliquer leurs qualités et leurs capitaux à la mise en valeur des territoires canadiens. Ce sentiment se traduit par des mesures qu'on ne peut s'empêcher de trouver un peu radicales. C'est ainsi que, cette année, les produits canadiens ne seront pas admis à l'exposition du Wisconsin. De plus, une réunion des gouverneurs aura lieu à Seattle pour convenir des moyens à prendre pour empêcher l'exode des colons yankees vers le Canada. Le mouvement ne semble cependant pas prêt de se ralentir, bien au contraire. Les statistiques des mois d'avril et mai, qui viennent de parvenir en Europe, contiennent à cet égard des chiffres éloquentes.

Sur les 48 Etats de l'Union, 38 ont contribué au flot d'émigration vers le Canada. 21,494 Américains ont passé la frontière canadienne au cours du mois de mai; sur ce nombre, plus de 1,300 se sont constitué un homestead, tandis que des centaines d'autres ont acheté des terres immédiatement. Chaque arrivée représentant une entrée de plus de 1,000 dollars en argent ou en effets personnels, on peut estimer la richesse totale acquise par le Dominion à environ 25,000,000 de dollars.

Les immigrants des Etats-Unis arrivant au Canada par les ports océaniques pendant le mois d'avril de cette année étaient au nombre de 41,337; comparé avec le chiffre d'avril 1911, soit 35,283, ce chiffre fait ressortir une augmentation de 17 pour cent.

L'émigration par voie de terre pendant le même mois (21,494 en 1912, contre 16,397 en 1911) présente une augmentation de 31 pour cent. Enfin, le nombre total des immigrants en avril (62,931 pour 1912, contre 51,686 l'année précédente) accuse une augmentation de 22 pour cent.

Il n'est pas étonnant qu'un mouvement d'une telle ampleur ait alarmé les autorités américaines au point de leur inspirer des mesures coercitives, comme nous l'avons dit plus haut. Ce mouvement a des causes complexes et profondes; le problème est tellement inquiétant et comporte de telles conséquences qu'il est impossible de se contenter des affirmations "ex-cathadra" des économistes officiels; il faut en découvrir les données cachées, difficilement perceptibles, mais qui se dégageront d'elles-mêmes, avec le temps, de l'exposé des faits actuellement connus. Quels sont donc les mobiles qui peuvent déterminer les habitants de l'Ouest américain à abandonner leurs terres pour entreprendre au Canada de nouveaux défrichements?

Nous pouvons signaler, en premier lieu, l'augmentation artificielle du coût de la vie et des prix des machines et matières premières provoquée par les accaparements des trusts. C'est là un fait patent, dont les conséquences désastreuses ont déjà été soulignées par les grèves, les boycottages de consommateurs et les campagnes officielles entrepris contre les trusts. Il est donc indéniable que le fermier paie plus cher les denrées qui lui sont nécessaires, de même que les machines agricoles, dont on fait dans le Far-West un usage si étendu. Le charbon, que ces machines consomment en grande quantité, les engrais, de plus en plus nécessaires à la terre à mesure qu'on la fait produire davantage, tout donne lieu, pour le fermier, à des dépenses de plus en plus importantes; et l'accroissement des tarifs de chemins de fer n'est pas le moindre élément de ce renchérissement général.

Un second ordre de faits nous paraît fourni par la tendance nouvelle manifestée par l'immigration. Les trusts ont industrialisé le pays et le plus grand nombre des immigrants qui abordent maintenant aux Etats-Unis se dirige vers des usines. Les statistiques sont à cet égard absolument précises, ainsi que le montre le tableau ci-après, se rapportant à la décade 1900-1910:

	1900	1910	Augm.
Population urbaine	31,609,645	42,623,383	34.8 p.c.
Population rurale	44,384,930	40,349,883	11.2 p.c.
Population totale	75,994,575	91,972,266	21 p.c.

En d'autres termes, alors que la population totale des Etats-Unis s'accroissait en dix ans de 16 millions d'habitants, en chiffres ronds, les immenses étendues de terre cultivable ne recevaient que moins du tiers de ce chiffre, même pas 5 millions, le reste allait aux usines.

Par conséquent, la main-d'œuvre agricole s'est raréfiée. Et comme les fermiers devaient accroître leur production, pour répondre aux besoins de cette énorme population, cette main-d'œuvre devenait de plus en plus chère, diminuant encore les profits de la culture.

D'autre part, les producteurs de céréales ne doivent pas, pour leurs prix de vente, dépasser une certaine limite, au-delà de laquelle leurs produits seraient concurrencés par ceux de l'Argentine et du Canada. Augmentation des prix de revient, extension impossible des prix de vente: voilà les deux propositions du dilemme qui étroit de plus en plus les populations agricoles du Far-West, et leur fournit, selon nous, des raisons suffisantes pour chercher dans un autre pays des conditions de travail plus favorables.

Les conséquences de ce mouvement peuvent être formidables pour l'avenir des Etats-Unis. Les hommes d'Etat yankees le pressentaient, qui avaient introduit dans le tarif de réciprocité, repoussé par le Canada, la clause d'entrée en franchise des blés canadiens. Ils prévoyaient donc déjà la prochaine raréfaction de la précieuse denrée.

Ces conséquences commencent à se manifester, ainsi que le signale notre confrère new-yorkais "The Chronicle," un des journaux économiques les mieux documentés des Etats-Unis, dans un article précédé de ce titre significatif: L'Agriculture rétrograde aux Etats-Unis. En fait, les chiffres fournis par notre confrère montrent clairement que le développement agricole des Etats, en ce qui concerne la superficie cultivée et l'ensemble de la production, est loin de marcher de pair avec l'accroissement de la population.

Ainsi, en 1910, les lettres cultivées formaient une superficie de 878,798,325 acres; en 1900, cette superficie était de 838,501,774 acres. L'augmentation est ici de moins de 5 pour cent — exactement 4,8 pour cent. Nous avons vu que, dans le même intervalle, l'augmentation générale de la population avait été de 21 pour cent, et celui de la population urbaine de 34,8 pour cent. En 1910, les terres mises en oeuvre pendant la dernière décade étaient d'une superficie de 478,451,750 acres; en 1900, le même chapitre accusait un chiffre de 414 millions 498,487 acres. L'augmentation est ici de 15,4 pour cent. La comparaison donne un résultat meilleur, mais néanmoins fort en dessous du pourcentage de 21 pour cent, relatif à l'accroissement de la population pendant la même période.

En poussant plus loin l'analyse, les faits deviennent encore plus frappants. Tandis que, dans les dix dernières années, une superficie de 63,953,263 acres a été ajoutée à l'ensemble des exploitations agricoles, les cultures maraîchères n'ont augmenté que dans des proportions minimales, tandis que les terres consacrées à quelques-unes des plus importantes céréales — en particulier au blé — ont marqué un déclin notable. Par contre, les plantations de coton ont augmenté de